

Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole

Les chemins de Saint-Jacques à l'épreuve des temps

La promotion du « Chemin aragonais » : axe stratégique du gouvernement aragonais pour le développement durable et la projection internationale du territoire

Michel Martinez Pérez

p. 63-73

Texte completo

- 1 Le « Chemin aragonais » fait partie intégrante du « *Camino francés* ». Il relie le Somport à Puente la Reina où il rejoint le « Chemin navarrais ». Il constitue de fait un trait d'union entre la « Via Tolosana ou Voie d'Arles » et le « Chemin navarrais ». Beaucoup moins fréquenté que ce dernier qui part de Roncevaux, et après des années d'absence de politiques publiques locales, le gouvernement autonome de l'Aragon a décidé, en 2016, de miser sur le « Chemin aragonais » pour en faire un axe majeur de la promotion internationale de la Communauté autonome, notamment autour de la gare internationale de Canfranc et l'éventuelle réouverture du célèbre tunnel ferroviaire franco-espagnol.
- 2 Mais, pourquoi un tel regain d'intérêt en 2016 de la part des pouvoirs publics ? Que peut apporter le Chemin de Saint-Jacques au tourisme aragonais ? Que peut-il représenter ? Pourquoi serait-il capital pour la stratégie d'internationalisation de l'Aragon ? Et en quoi pourrait-il aider au développement durable de cette région pyrénéenne ?
- 3 Nous tâcherons de répondre à ces questions en faisant, dans un premier temps, l'état des lieux du Chemin aragonais avant 2016. Ensuite, nous parlerons du changement de majorité en Aragon et de l'arrivée au pouvoir régional d'un parti autonomiste qui, dans l'opposition, avait longtemps critiqué le nul intérêt des précédents gouvernements pour ce tronçon aragonais d'un Chemin, rappelons-le,

Grand itinéraire culturel du Conseil de l'Europe et patrimoine mondial de l'humanité. Pour finir, nous étudierons les différentes politiques menées par le nouveau gouvernement aragonais pour attirer une plus forte proportion de pèlerins et de randonneurs qui avaient délaissé ces dernières décennies le « Chemin aragonais » au profit du « Chemin navarrais ».

I. L'Aragon

- 4 L'Aragon est aujourd'hui une « communauté autonome » de l'Espagne, au nord-est de la péninsule ibérique, dont les origines historiques remontent au haut Moyen Âge. L'Aragon n'est au VIII^e siècle, qu'un comté, protégé par les Carolingiens, dont le nom vient du cours d'eau qui le traverse. D'abord rattaché au royaume de Pampelune, le comté d'Aragon s'associe au Sobrarbe et à la Ribagorza pour créer le premier royaume d'Aragon en 1035.
- 5 Le « Chemin aragonais » traverse précisément cet ancien comté d'Aragon, le berceau de l'ancien royaume et donc de l'actuelle communauté autonome (c'est là que se trouve San Juan de la Peña, haut lieu politique et religieux des XI^e et XII^e siècles). Comme nous le disions en introduction, ce tronçon aragonais constitue un trait d'union entre la Via Tolosana et le chemin provenant de Saint-Jean-Pied-de-Port, à Puente la Reina, en Navarre, qui est aujourd'hui la principale porte d'entrée des marcheurs vers l'Espagne.
- 6 Depuis le Somport, le Chemin aragonais possède un atout touristique indéniable aussi bien pour les pèlerins que pour les randonneurs : montagne pyrénéenne, patrimoine artistique (dont l'art roman), la gare internationale de Canfranc (connue comme le « Titanic des Pyrénées »), la ville de Jaca, des villages pittoresques, des grottes, des dolmens... Toutefois, malgré la richesse du patrimoine historique et artistique de cette contrée aragonaise, force est de constater que le Chemin aragonais ne fait plus recette. D'après des chiffres indiqués par le gouvernement aragonais, il n'y aurait que 1 000 pèlerins/randonneurs du Chemin français à emprunter la voie aragonaise, contre 40 000 pour la voie navarraise¹. L'abandon progressif des marcheurs pour cet itinéraire, sans doute lié au manque d'infrastructures pour absorber des flux plus importants, est allé de pair avec l'abandon des gouvernements aragonais successifs, de gauche comme de droite, vis-à-vis de cet atout touristique pourtant indéniable.
- 7 En mai 2013, sous un gouvernement conservateur (Parti Populaire-Parti Aragonais Régionaliste), Nives Ibeas, la dirigeante d'un parti autonomiste progressiste, *Chunta Aragonesista* (CHA), dans l'opposition, s'inquiète de la dégradation, voire de la disparition du patrimoine artistique du chemin aragonais². En ce vingtième anniversaire de l'inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO du chemin de St-Jacques en terres espagnoles, la dirigeante des « aragonésistes » progressistes de l'époque s'interroge sur l'inaction du gouvernement aragonais qui semble résigné à voir disparaître ce patrimoine, en laissant passer, non loin de là, en Navarre, des milliers de pèlerins, sans mesurer, selon elle, l'attractivité touristique du Chemin aragonais. En outre, les dégradations sur le patrimoine artistique sont alarmantes comme le souligne la presse de l'époque. La dirigeante autonomiste interpelle donc le secrétaire général du Tourisme en Aragon, responsable de ce domaine d'action. Rappelons qu'en Espagne, le tourisme et sa promotion sont l'une des compétences gérées par les communautés autonomes. Dans le cas qui nous occupe, au-delà de l'aspect économique du potentiel touristique, au-delà du cri d'alarme quant à la dégradation du patrimoine artistique, il existe également des motifs idéologiques au sein de ce parti autonomiste qui expliquent l'intérêt pour le Chemin aragonais.
- 8 *Chunta Aragonesista* (Union « Aragonésiste », en français) est en effet un parti autonomiste, républicain, fédéraliste, voire nationaliste, de centre gauche ou social-démocrate, qui se bat, entre autres, pour la reconnaissance de l'Aragon comme « nationalité historique » au sein d'une Espagne fédérale³. Un projet touristique autour du Chemin serait pour ce parti politique, une façon de situer l'Aragon au centre des royaumes médiévaux péninsulaires, au centre de la Marche d'Espagne. Quant à la voie aragonaise du Chemin, qui traverse le « berceau » de l'Aragon, elle serait un moyen idéal d'attirer un tourisme culturel qui découvrirait l'histoire de l'Aragon médiéval, indépendant, antérieur à l'existence même de l'Espagne. Il est vrai que face à leurs puissants voisins catalans et navarrais, les Aragonais ont toujours eu des difficultés à être audibles en tant que tels et ils ont souvent été perçus par leurs voisins, connus pour leurs pulsions « séparatistes », comme la véritable porte d'entrée de l'Espagne « authentique », l'Espagne hispanophone « de l'intérieur ». L'Aragon est en effet un territoire où l'on parle majoritairement castillan, y compris dans les Pyrénées, et non basque ou catalan ; c'est aussi la seule région limitrophe de la France où l'on peut être interpellé par la *Guardia Civil* espagnole et non par la police basque, navarraise ou catalane, compétentes en régulation du trafic routier sur leur territoire respectif⁴. Toutefois, les nationalistes aragonais de CHA veulent rappeler que l'Aragon a les mêmes arguments historiques que la Navarre ou la Catalogne pour se revendiquer « nationalité historique »⁵. Par ailleurs, certains habitants de cette contrée parlent toujours l'aragonais, l'une des langues les plus menacées d'Europe selon l'UNESCO et le Parlement européen⁶. En outre, la preuve historique et politique de ce trait différentiel aragonais est précisément née dans cette contrée pyrénéenne, berceau de l'Aragon, qui s'est développé dans un premier temps grâce au Chemin de St-Jacques à qui l'on doit un grand nombre de constructions, à

commencer par le Chemin lui-même, avec ses ponts, ses routes pavées... Bref, il est assez évident que ce parti autonomiste et écologiste est en partie porté par des raisons idéologiques pour utiliser le « Chemin aragonais » comme un tremplin qui ferait connaître l'origine historique de la « nation aragonaise » que ces nationalistes revendiquent au sein du conglomérat ibérique. Il s'agirait de pallier le manque de notoriété de l'Aragon à l'international et de l'inscrire parmi les nations ibériques et non plus parmi les régions d'Espagne.

9 Or, en 2015, *Chunta Aragonesista*, même affaiblie dans les urnes, parvient à devenir indispensable au PSOE pour arracher l'Aragon à la coalition conservatrice PP-PAR, avec le soutien parlementaire de la coalition post-communiste d'*Izquierda Unida* (IU) et la nouvelle gauche espagnole, Podemos, dont l'entrée a été fracassante en Aragon comme dans les principales municipalités du pays (Madrid, Barcelone, Saragosse, Cadix, La Corogne, Saint-Jacques-de-Compostelle...) et dans la plupart des parlements régionaux (Pays valencien, Baléares, Pays basque, Andalousie...). Voyons brièvement quel a été le rôle des partis autonomistes aragonais dans l'échiquier politique.

II. Le gouvernement bipartite PSOE-CHA

10 En Aragon, les partis autonomistes, de gauche comme de droite, ont toujours été décisifs à la stabilité parlementaire de la communauté autonome. Tous les gouvernements aragonais ont par ailleurs été des gouvernements de coalition entre un parti espagnol (le Parti Populaire ou le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et un parti strictement aragonais (les régionalistes conservateurs du PAR ou les autonomistes progressistes de CHA). Comme en Catalogne ou au Pays basque, l'Aragon fait donc partie de ces territoires espagnols où le clivage politique classique gauche/droite est aussi décliné dans des partis autonomistes. Aujourd'hui minoritaires, ces partis aragonais ont toujours été représentés aux Cortès d'Aragon, et ont toujours été décisifs au soutien d'une majorité, y compris au sein de l'exécutif, en coalition gouvernementale⁷.

11 En 2015, c'est toutefois la première fois que le parti autonomiste de gauche, *Chunta Aragonesista*, accède au gouvernement de la communauté autonome, en coalition avec le PSOE, d'obédience espagnole⁸. En effet, lors de précédentes majorités socialistes (1999 et 2011), le PSOE avait préféré sceller un pacte avec les régionalistes de centre-droit, du PAR, plus modérés et par définition, moins nationalistes, moins « radicaux » dans l'esprit des partis de pouvoir, notamment sur la question nationale et territoriale. En effet, le Président socialiste de ces années-là, Marcelino Iglesias, fédéraliste et catalanophone lui-même, très proche du Catalan Pasqual Maragall (président de la Généralité de Catalogne entre 2003 et 2006) ne souhaitait pas être inquiété sur la question territoriale par les nationalistes de CHA à une période où leurs associés catalans d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), avaient mis en grande difficulté le Président Maragall avec la réforme du Statut catalan (2006), responsable, en partie, de son limogeage par José Luis Rodríguez Zapatero, et déclencheur, en 2010, du processus indépendantiste catalan⁹. En 2015, pour cette coalition inédite PSOE-CHA, 50 mesures sont adoptées d'un commun accord entre les deux formations politiques¹⁰. Les nationalistes progressistes de CHA n'obtiennent qu'un ministère régional en raison de leur faible poids politique, mais celui-ci est plutôt élargi, dans un gouvernement quant à lui resserré pour cause d'austérité. José Luis Soro, dirigeant de CHA, devient ainsi *consejero* (ministre régional) en charge de l'aménagement du territoire, la mobilité, le logement et le tourisme.

12 Depuis 2015, l'empreinte idéologique des « aragonésistes » s'est fait ressentir dans plusieurs domaines (promotion des langues régionales, aragonais et catalan, adoption de la loi des droits historiques de la « nationalité aragonaise » au sein de l'Espagne, mémoire historique, devoir de mémoire républicaine et réparation des victimes du franquisme...). En ce qui concerne le Chemin de Saint-Jacques, à travers le secrétariat du tourisme, un grand effort a été réalisé pour faire connaître l'Aragon au-delà de ses frontières et pour refaire du « Chemin aragonais » un chemin emprunté par les pèlerins et les randonneurs. La redynamisation du Chemin pourrait donner un nouvel élan et se convertir en un véritable moteur économique, durable, dans cette contrée particulièrement désertifiée de l'Aragon. Il s'agit d'un enjeu de taille pour un territoire où le tourisme représente déjà 8% du PIB aragonais et 10% des emplois du pays¹¹.

III. Les politiques mises en place pour redynamiser le Chemin aragonais

13 En juillet 2016, un an à peine après son arrivée au pouvoir, le ministre régional de CHA, José Luis Soro, en charge de ce dossier¹², a défini la revalorisation du Chemin aragonais par les institutions régionales comme un axe stratégique pour « la promotion touristique, culturelle et pour l'articulation du territoire et la cohésion sociale ». Le plan du gouvernement aragonais consiste à l'époque à élaborer une directive (*directriz*) qui prévoit d'abord un état des lieux, un diagnostic, et surtout une mise en commun élargie aux différentes administrations et aux organismes ayant un rôle à jouer dans cet ambitieux projet : communes, *comarcas* (communautés de communes), *Diputación Provincial* (équivalent du conseil départemental), secrétariat régional et national du patrimoine,

associations du Chemin de Saint-Jacques, administrations françaises limitrophes, union européenne...

- 14 Cette directive a été participative dans la mesure où pendant deux mois (d'août à octobre 2017), le document a été publié sur le site web du journal officiel de l'Aragon (*Boletín Oficial de Aragón*), pour que les citoyens ou des collectifs puissent commenter, proposer, amender les propositions. Au total, 25 propositions émanant de la société civile ont été prises en compte et incluses dans le projet. La plupart d'entre elles font référence à la sécurisation du Chemin pour les marcheurs, à la participation des entrepreneurs du secteur hôtellerie et restauration et à la collaboration avec d'autres *comarcas* aragonaises par lesquelles transitent d'autres chemins de Saint-Jacques (venant du sud et de la Méditerranée, notamment).
- 15 En janvier 2018, le document a été remis à l'Institut aragonais pour la gestion environnementale (*Instituto Aragonés de Gestión Medioambiental*)¹³. En juillet 2018, le plan est adopté par le Conseil de l'Aménagement du territoire (*Consejo de Ordenación del Territorio*). Les outils juridiques pour favoriser l'augmentation du nombre de pèlerins et randonneurs par le « Chemin aragonais » sont donc validés et prêts depuis l'été 2018. Le 3 décembre 2018, c'est le conseil des ministres du gouvernement aragonais (*Consejo de Gobierno*) qui a adopté cette directive fondamentalement participative¹⁴. La protection du patrimoine artistique du Chemin est ainsi associée à une promotion touristique contrôlée, responsable et durable pour faire de cet itinéraire historique et labellisé, un moteur économique de la région. En janvier 2019, les premières actions sur la signalétique du Chemin ont été réalisées¹⁵.
- 16 Pour la mise en place de cette politique de redynamisation du Chemin, l'exécutif aragonais a obtenu un financement européen, en collaboration avec la Région Nouvelle Aquitaine, le conseil départemental des Pyrénées Atlantiques et la communauté de communes du Haut-Béarn. Le projet de revitalisation du « Chemin aragonais » a obtenu un budget de 3 186 000 euros, dont 65%, seront apportés par des fonds FEDER dans le cadre de l'appel à projets INTERREG V à ESPAÑA-FRANCIA-ANDORRA POCTEFA 2014-2020. Une fois de plus, il est rappelé que ce projet a pour objectif de développer une offre touristique basée sur les ressources naturelles et artistiques de ce chemin pyrénéen et d'offrir le meilleur accueil qui soit aux pèlerins et randonneurs. La collaboration de la France et des collectivités territoriales concernées est saluée par les dirigeants aragonais qui misent sur l'internationalisation du Chemin aragonais et, par extension, de l'ensemble de la communauté autonome. Des travaux d'accessibilité sont ainsi prévus également du côté français pour faciliter l'arrivée au Chemin aragonais et remédier à sa mauvaise réputation liée à la difficulté, à l'impraticabilité ou au manque de structures d'accueil.
- 17 Il s'agit donc bien de miser sur le Chemin aragonais pour le rendre à nouveau « compétitif » vis-à-vis du Chemin navarrais et de redéployer des structures d'accueil pour les pèlerins et les randonneurs. Parmi les projets, nous pouvons souligner :

Création d'un centre d'accueil pour l'information transfrontalière du Chemin français sur l'esplanade de la Gare internationale de Canfranc.

Rénovation d'un bâtiment à Canfranc pour en faire une auberge de pèlerins.

Élaboration de programmes de promotion de l'itinéraire et formation pour le faire connaître.

Communication et promotion pour faire connaître le Chemin aragonais.

Réalisation d'un plan de signalétique commune.

Développement, conservation et entretien du tronçon français sur le territoire français limitrophe.

Sécurisation de l'itinéraire grâce à la construction de passerelles et de ponts entre le Pont de Cebers et la Gare d'Urdos.

- 18 Comme nous pouvons le constater, au-delà des infrastructures et des outils qui vont permettre de sortir le Chemin aragonais de sa léthargie, il y a un élément qui revient souvent. Cet élément est, bien entendu, la gare internationale de Canfranc, surnommée le « Titanic des Pyrénées ». C'est sur Canfranc que reposent les espoirs d'un grand projet de développement touristique qui dépend énormément d'une meilleure accessibilité pour les voyageurs en provenance d'Espagne comme de France. Ce projet d'envergure est aussi conditionné par la réouverture éventuelle de la ligne ferroviaire transfrontalière qui passe par le tunnel fermé depuis 1970, suite à un éboulement.

- 19 Le gouvernement de l'Aragon et la région Nouvelle Aquitaine, ont travaillé main dans la main depuis 2015 pour la réouverture de cette voie. La Commission européenne s'est également montrée favorable à inclure la ligne Pau-Huesca via Canfranc dans le budget des réseaux transeuropéens de 2020¹⁶. De nombreux voyants semblent donc être au vert et il n'est pas impossible que dans un futur plus ou moins proche, la ligne de Canfranc soit à nouveau une ligne articulatoire Nord-Sud dans les Pyrénées centrales. Les espoirs mis par le gouvernement aragonais dans cette réouverture sont immenses dans la mesure où plusieurs secteurs de l'économie aragonaise pourraient ainsi être renforcés : la logistique¹⁷, le secteur automobile et, bien entendu, le tourisme. En effet, ce tronçon ferroviaire transpyrénéen serait connecté jusqu'au port de Valence (deuxième port méditerranéen espagnol après Barcelone) ainsi qu'aux ports atlantiques (cantabriques) espagnols puisque le nœud

ferroviaire de Saragosse aurait vocation à relier ces deux axes. C'est en effet dans ce maillage ferroviaire que s'inscrit la réouverture du Canfranc pour le gouvernement aragonais. C'est une pièce fondamentale de l'axe Méditerranée-Cantabrique qui pourrait relier Valence à Saint-Sébastien en passant par Teruel et Saragosse, un axe stratégique pour la logistique et la distribution mais surtout pour la cohésion territoriale, non seulement de l'Aragon, mais aussi de l'une des « diagonales du vide » espagnoles que constitue précisément cet axe Valence-Saragosse via Teruel.

20 En attendant, et en profitant de cette conjoncture apparemment favorable, les travaux de rénovation de la gare et de réhabilitation de son esplanade ont déjà commencé. C'est sur cet espace rénové que devrait voir le jour un centre d'accueil et d'interprétation sur le Chemin aragonais, une œuvre fondamentale pour l'accueil des touristes (y compris des pèlerins/randonneurs) et pour la popularisation du Chemin aragonais et de l'Aragon tout entier¹⁸. Le budget alloué pour ces premiers travaux est de 27 millions d'euros¹⁹. Indépendamment de la réouverture du tunnel, le site de Canfranc est sur le point de devenir un haut lieu du tourisme en Aragon grâce à la réforme et au réaménagement du site de la gare internationale. La présence d'un centre d'interprétation du Chemin de St-Jacques sur ce prochain site ne pourra que mieux faire connaître le Chemin aragonais. Le Chemin sera donc au cœur de la promotion touristique de l'Aragon. Les touristes de cette région pyrénéenne connaîtront ainsi le Chemin, et les pèlerins pourront, en empruntant la voie aragonaise, découvrir l'Aragon, la gare internationale et l'histoire de l'Aragon, chère en particulier aux autonomistes de *Chunta Aragonesista*.

Conclusions

21 Il est indéniable que la promotion du Chemin aragonais est un axe majeur de la promotion internationale de l'Aragon dans une démarche de tourisme de qualité, responsable, durable, qui ne peut que mettre à profit sa situation géographique, son patrimoine naturel, artistique et architectural. La perle des Pyrénées, la gare de Canfranc, est mise à contribution dans un projet d'envergure qui va faire de cette contrée aragonaise, l'un des sites les plus visités du Nord de l'Espagne. La présence sur ce site d'un centre d'accueil et d'interprétation sur le Chemin aragonais va également faire connaître ce tronçon auprès des visiteurs. Parmi les pèlerins et les randonneurs, le « Titanic des Pyrénées » sera, par la même occasion, un argument de poids pour emprunter le Chemin aragonais et non plus le navarrais. Par ailleurs, pour les autonomistes écologistes de CHA, faire connaître le berceau de l'Aragon, c'est divulguer l'histoire nationale de l'Aragon, c'est situer l'Aragon parmi les nationalités historiques d'Espagne et non parmi les régions administratives sans trait différentiel et c'est surtout faire preuve d'un tourisme de qualité, durable, à l'avant-garde des défis environnementaux contemporains, dans un territoire fragile comme les Pyrénées

Notas

1. *Revitalización del Camino de Santiago francés a su paso por Aragón*. Congrès organisé à Jaca par le gouvernement aragonais en mars 2017 dans le cadre de la réflexion menée à ce sujet.

2. *Heraldo de Aragón*, « Dos derrumbes evidencian el abandono del patrimonio cultural del Camino de Santiago », Saragosse, 13 mai 2013. *Heraldo de Aragón* est le quotidien aragonais le plus influent, pourtant proche idéologiquement de la coalition conservatrice au pouvoir à l'époque (2011-2015).

3. Martínez Pérez, Michel (2012) : « Le nationalisme aragonais de *Chunta Aragonesista* (CHA) », in *Pandora*, n° 11, *Revue d'Études Hispaniques*, Université Paris 8, 2012. ISSN 1632-0514.

4. Les trois communautés autonomes à avoir obtenu des compétences pour créer leur propre police sont justement ces trois territoires frontaliers de la France, tous sauf l'Aragon dont la police régionale n'est pour l'instant qu'une antenne de la police nationale espagnole et dont la mission consiste à assurer la protection des élus régionaux et la sécurité des institutions aragonaises (modèle identique à celui du Pays valencien).

5. Rappelons que la Constitution espagnole (1978) distingue deux catégories de « communautés autonomes » : les « régions » et les « nationalités ». L'Aragon est l'un des huit territoires à se définir en tant que « nationalité » (Statut d'autonomie de 1996) puis « nationalité historique » (Statut de 2007 adopté à l'unanimité aux *Cortes* d'Aragon). Les sept autres territoires sont l'Andalousie, les Baléares, les Canaries, la Catalogne, la Galice, le Pays basque et le Pays valencien.

6. MOSELEY, Christopher (éd.). 2010. *Atlas des langues en danger dans le monde*, 3ème édition. Paris, Éditions UNESCO. Version en ligne : <http://www.unesco.org/culture/en/endangeredlanguages/atlas>
Voir également le rapport du Parlement européen : *Langues menacées de disparition et diversité linguistique dans l'Union européenne*, Office des publications, Bruxelles, 2013.

7. Depuis 1987 (deuxième législature régionale), les gouvernements aragonais ont toujours été des gouvernements de coalition. En 1987 et 1991, les conservateurs régionalistes du PAR sont loin devant les conservateurs d'Alliance Populaire (futur PP) et assument la présidence régionale ainsi que la plupart des ministères régionaux. Ensuite, les coalitions PP-PAR (droite) puis PSOE-PAR (de 1999 à 2011, centre-gauche et centre-droit, une alliance que d'aucuns jugent « contre-nature ») laissent place à nouveau à l'alliance PP-PAR (2011-2015).

8. Entre 2003 et 2007, une coalition PSOE-CHA avait gouverné la ville de Saragosse, la capitale de l'Aragon qui concentre à elle seule plus de la moitié de la population aragonaise (700 000 habitants environ sur 1,2 million d'Aragonais). Les deux partis se connaissent donc très bien et sont parfaitement conscients que leur électoral

(sympathisants socialistes et sociaux-démocrates) est très proche idéologiquement et que c'est la question fédérale, territoriale et nationale qui les divise (nationalistes espagnols contre nationalistes aragonais, *in fine*).

9. En juin 2010, quatre ans après le recours présenté par le Parti Populaire (PP, dans l'opposition à l'époque) auprès de la Cour Constitutionnelle (*Tribunal constitucional*) contre le Statut catalan adopté par les Cortès espagnoles et le peuple catalan en référendum, celle-ci semblait donner raison aux thèses du PP puisque 14 articles étaient finalement déclarés anticonstitutionnels, dont certains étaient adoptés, identiques, par d'autres Statuts régionaux (notamment andalou), contribuant à accentuer le malaise des catalanistes, poussés vers l'indépendantisme.

10. <https://chesusyuste.wordpress.com/2015/07/01/el-acuerdo-de-investigacion-psoe-cha-50-medidas-para-un-gobierno-de-izquierdas-en-aragon/>

11. <https://www.europapress.es/aragon/noticia-aragon-bate-todos-records-2017-ano-historico-turismo-20180207130023.html>

Le poids du tourisme sur l'économie globale de l'Aragon est donc moindre que dans l'ensemble de l'Espagne où le tourisme atteint 11,2% du PIB.

12. <http://www.aragon.es/DepartamentosOrganismosPublicos/Departamentos/VertebracionTerritorioMovilidadVivienda/AreasTematicas/OrdenacionTerritorial/channelSelected=83a536552883a210VgnVCM100000450a15acRCRD>

13. <http://www.aragon.es/DepartamentosOrganismosPublicos/Organismos/InstitutoAragonesGestionAmbiental>

14. <http://aragonhoy.aragon.es/index.php/mod.noticias/mem.detalle/id.234722/relcategoria.1209>

15. <https://www.europapress.es/aragon/noticia-gobierno-aragon-impulsa-mejora-senalizacion-camino-santiago-20190112112133.html>

16. <http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2018/06/06/la-commission-europeenne-prete-a-financer-la-ligne-ferroviaire-pau-huesca,2359129.php>

17. <https://www.europapress.es/aragon/noticia-soro-canfranc-no-algo-nostalgico-sentimental-significa-promover-apuesta-logistica-aragon-20181007121439.html>

18. <https://www.europapress.es/turismo/transportes/tren/noticia-canfranc-vive-dia-historico-inicio-obras-estacion-internacional-20180627094351.html>

19. https://www.eldiario.es/aragon/sociedad/Canfranc-primera-reapertura-estacion-internacional_o_786372260.html

Autor

Michel Martinez Pérez

Maître de Conférences

Université Toulouse Capitole

Département des Langues et Civilisations

FRAMESPA UMR 5136-CNRS

© Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019

Referencia electrónica del capítulo

MARTINEZ PÉREZ, Michel. *La promotion du « Chemin aragonais » : axe stratégique du gouvernement aragonais pour le développement durable et la projection internationale du territoire* In: *Les chemins de Saint-Jacques à l'épreuve des temps* [en línea]. Toulouse: Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019 (generado el 21 août 2022). Disponible en Internet: <<http://books.openedition.org/putc/6918>>. ISBN: 9782379280771. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.putc.6918>.

Referencia electrónica del libro

DELVIT, Philippe (dir.) ; GARNIER, Florent (dir.). *Les chemins de Saint-Jacques à l'épreuve des temps*. Nueva edición [en línea]. Toulouse: Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019 (generado el 21 août 2022). ISBN: 9782379280771. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.putc.6847>.